

Pour un élargissement du débat stratégique au sein de la Ligue

Pour un renouvellement de nos repères stratégiques

jeudi 25 octobre 2007, par [ABRASSART Loïc](#), [BUCCO Damien](#), [CORCUFF Philippe](#), [DURAND Cédric](#), [FLORIS Guillaume](#), [MATHIEU Lilian](#), [PELLETIER Willy](#) (Date de rédaction antérieure : 21 octobre 2007).

Ce texte est une contribution au débat ouvert dans la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en France, dans le cadre de la préparation de son prochain congrès (24-27 janvier 2008).

Sommaire

- [Des révolutionnaires pour](#)
- [Quatre espaces stratégiques au](#)
- [Réinsérer le stratégique \(...\)](#)

La question stratégique renvoie au moyen terme « comment » reliant le court terme de la tactique et le long terme du projet alternatif de société. Elle concerne tout à la fois la Ligue dans son état actuel que le processus en cours de constitution d'un nouveau parti plus large.

La gauche française, européenne et mondiale est en crise idéologique. Le social-libéralisme est en train de détruire la vieille social-démocratie, qui elle-même n'avait fait que contenir partiellement et provisoirement, par un État social et dans un cadre demeuré capitaliste, la logique d'expansion de la marchandise. Les communismes staliniens vont de crise en crise, écartelés entre opportunisme électoraliste et raidissements sectaires.

En France, pour la gauche de gauche, les choses sont compliquées. Le PS reste le parti électoralement dominant, mais avec une fragilité relative, dans une concurrence forte des personnes et des écuries présidentielles propre à un espace hyperprofessionnalisé, adossée à un grand flou idéologique recouvrant à peine le ralliement pratique massif aux politiques néolibérales. Mais tant au niveau électoral que dans les luttes, un espace politique s'est développé en dépit du reflux du PC. Renouveau des mouvements sociaux, luttes salariales déterminées, mobilisations importantes dans la jeunesse et dans les services publics, audience inédite des gauches radicales, émergence de la figure d'OB, référendum du 29 mai, écho des thématiques altermondialistes... Depuis 15 ans, de multiples signaux confirment l'émergence vacillante d'une demande politique nouvelle à la gauche du PS. Alors que le stalinisme a (presque) fini de boucher l'horizon de l'alternative politique, c'est une opportunité inédite pour les forces anticapitalistes, en particulier pour la Ligue, de populariser leurs propositions. Pourtant les perspectives anticapitalistes manquent de crédit du côté même des opprimé-e-s.

Cette motion s'efforce d'explorer ces difficultés d'un point de vue stratégique. Le stratégique, c'est le niveau du « comment ? » à moyen terme reliant les considérations tactiques du court terme et le projet alternatif de société du long terme. Cette motion met ainsi entre parenthèses les débats tactiques qui nous ont divisé (et qui ont divisé les signataires de cette motion). Même si elle peut

contribuer à alimenter la réflexion sur les modalités plus immédiates de constitution d'une nouvelle force anticapitaliste, elle se focalise sur le moyen terme du stratégique. La Ligue a trop souvent privilégié ces dernières années, notamment dans ses trois derniers congrès, les controverses tactiques (notamment électorales). Mais le nez dans le guidon, nous avons peu à peu perdu de vue la boussole stratégique qui devrait nous aider à nous orienter dans le court terme de la tactique. Or cette boussole apparaît justement en crise. Nous ne prétendons pas ici remédier à cette crise, car il n'y faudra pas seulement des réflexions théoriques, mais aussi et surtout des expériences historiques. Toutefois on peut commencer à progresser au moins sur deux plans :

1) élargir le débat et le questionnement stratégique à l'ensemble des militants, en formulant des questions s'efforçant de décrasser certaines de nos évidences les plus installées alors que la réflexion entamée dans Critique Communiste (n°179, 181 et 183, 2006-2007) est demeurée trop confidentielle ;

2) avancer quelques pistes, quelques hypothèses partielles et provisoires afin de commencer à nourrir en positif le débat.

Des révolutionnaires pour quelle révolution ? La crise d'une conception de la révolution

Dans la tradition de la Ligue, la radicalité politique s'est énoncée dans le lexique de « la révolution ». Des références stratégiques ont alors nourri tout particulièrement ce courant, dans la confrontation à d'autres courants et à des expériences historiques spécifiques (avec l'importance d'une certaine analyse d'Octobre 1917 dans la stabilisation de repères stratégiques comme du combat contre le stalinisme). De manière extrêmement schématique, ces repères ont pu être synthétisés dans ce que notre jargon a nommé « la grève générale insurrectionnelle ». Réponse historiquement située aux questions du temps, à partir d'une certaine formation intellectuelle et politique, « la grève générale insurrectionnelle » a pu alors peu à peu se routiniser dans l'organisation en un « modèle » intemporel de référence de ce que sera la révolution. Un récent texte de François Sabado, rapport présenté à un stage de responsables nationaux de la Ligue, exprime bien cette routinisation relative des repères stratégiques de l'organisation en « modèle » [1]. Dans ce schéma, la grève générale, en permettant de paralyser l'économie, constitue la principale arme de lutte politique contre la bourgeoisie. Et, la capacité d'initiative que donne au prolétariat l'organisation dans un parti centralisé doit permettre au moment décisif de cueillir le pouvoir lorsque, pour reprendre la formulation de Lénine, « ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en bas ne veulent plus », dans une logique de « double pouvoir » entre l'État bourgeois et le nouveau pouvoir issu de l'auto-organisation populaire, où le second doit remplacer le premier.

Pourtant, plusieurs éléments suggèrent que ce schéma n'est sans doute pas le plus probable, ni forcément le plus souhaitable. Pour faire court, on peut évoquer quatre problèmes à prendre en compte.

Premier problème : la Ligue regroupe des révolutionnaires sans révolution. Dans les pays riches, ce type de crise récurrent depuis 1789 jusqu'à la révolution des œillets en 1978 ne s'est pas reproduit depuis. C'est la plus longue période sans « crise révolutionnaire » au sens classique. La révolution que nous commentons le plus aujourd'hui, la révolution bolivarienne au Venezuela, est certes scandée par de multiples événements dramatiques, mais elle est dominée par une dynamique politique de haut en bas, consécutive à une victoire électorale. Par ailleurs, une des impulsions décisives dans le démarrage du processus est venu de secteurs de l'Armée, considérée dans notre « modèle » comme le cœur de l'appareil d'État bourgeois à briser. Et puis, on ne peut pas encore

dire maintenant si ce processus, adossé également à des mobilisations populaires et à des formes d'auto-organisation, va s'inscrire ou non dans une dynamique anticapitaliste. Ce qui est en jeu pour l'instant (et qui n'est pas encore tout à fait joué) est simplement (mais c'est déjà beaucoup dans l'état des rapports de force internationaux) la possibilité d'inverser les politiques publiques néolibérales dominant le monde capitaliste. Comme souvent, les « modèles » révèlent nombre d'écart avec les réalités observables. D'où l'importance de renouveler et d'assouplir nos repères stratégiques.

Tout cela ne signifie pas que l'émergence d'une « crise révolutionnaire » au sens classique soit à exclure : la très forte instabilité que génère la financiarisation des économies pourrait être ainsi à l'origine d'une crise économique d'effondrement aux conséquences difficilement évaluables. Un conflit militaire affectant directement la majorité de la population, l'avènement d'une dictature réduisant à néant les garanties démocratiques ou encore une violente crise écologique sont aussi des événements qui font partie des possibles et qui pourraient déboucher sur des mobilisations, des combats et des bouleversements politiques majeurs. Pourtant il ne s'agit peut-être pas des scénarii les plus probables. Et même dans ce cas, la capacité d'un parti anticapitaliste à gagner à l'issue de la « crise révolutionnaire » peut être mise en doute. Sans épuiser le sujet, voici deux objections :

1) La perspective de la grève générale rencontre des difficultés pratiques : le chômage, la précarité et les mutations de l'organisation de la production capitaliste dans la période néolibérale ont structurellement affaibli la capacité du salariat à mener des grèves reconductibles. Pour donner un ordre d'idée, en France, le nombre annuel de jours de grève (hors fonction publique) a été divisé par 15 entre la fin des années 1970 et les années 2000. Cela ne signifie pas que la combativité sociale a été complètement anéantie, mais qu'elle prend aussi aujourd'hui d'autres formes que la grève.

2) L'impréparation à la confrontation militaire : l'art de l'insurrection ne s'improvise pas, or les organisations révolutionnaires comme la Ligue ont fait abandonné leur culture militaro-insurrectionnelle. Si bien que même si les conditions politiques d'une insurrection étaient réunies on ne serait pas en mesure d'y faire face. De plus, la sophistication extrême et professionnalisation des forces de la répression et de l'armée sont telles qu'un rapide coup semble complètement exclu. Par ailleurs, le développement de logiques de désobéissance civile au sein des mouvements sociaux nous oblige à rediscuter de la pertinence - du point de vue de l'efficacité comme des risques de dérapage militaristes renforçant les risques de monopolisation du pouvoir par des avant-garde - du recours à des moyens militaires dans un processus de sortie du capitalisme. Sans emboîter le pas aux stratégies exclusivement centrées sur la non-violence et en tenant compte de la violence physique aux mains des dominants, cela peut nous conduire à reconsidérer des pistes stratégiques esquissées pratiquement et théoriquement dans le passé, comme celle de « la violence défensive » des austro-marxistes.

Second problème : les échecs du XX^e siècle sont lourds à porter et conduisent à réinterroger le logiciel commun aux mouvements progressistes « antisystème ». À l'exclusion des anarchistes, on peut considérer que les mouvements nationalistes des pays de la périphérie, comme les mouvements communistes et même les sociaux-démocrates ont au XX^e partagé un fétichisme convergent de « la prise de pouvoir ». L'organisation et l'action politique tendaient à être focalisées vers ce drame central. La préparation de l'après et la construction d'une articulation politique entre la pré- et la post- prise du pouvoir ont alors souvent été négligées. Cette illusion « étapistes » de la transformation sociale doit être critiquée. Elle a entraîné dans son sillage une certaine sous-estimation des logiques proprement politiques d'oppression, même si la tradition trotskyste orientait opportunément l'attention sur la place du phénomène bureaucratique dans l'analyse. Ainsi, en tendant à unifier logique capitaliste et logique étatique, autour de la figure de « l'État bourgeois », on n'a pas suffisamment pris en compte les spécificités des logiques étatiques et les rapports d'oppression qu'elles génèrent, de manière irréductible au capitalisme mais en interaction avec lui ;

l'oppression politique pouvant perdurer bien au-delà de l'exploitation capitaliste. Cela devrait nous conduire aujourd'hui à davantage dissocier d'un point de vue analytique critique du capitalisme et critique libertaire de la politique, pour ensuite seulement les faire converger politiquement dans un combat commun, mais à partir de leur autonomie réciproque.

Troisième problème : la diffusion de la souveraineté et la montée de l'individualisation dans les sociétés contemporaines.

1) La prise de pouvoir est de plus en plus à conjuguer au pluriel. Certes les institutions étatiques demeurent des positions stratégiques importantes, du point de vue politique, économique et idéologique. Mais, tant en dessous d'eux - avec la décentralisation - qu'en dessus - avec le développement des institutions supranationales et de l'interdépendance accrue des économies, leur souveraineté a perdu de sa superbe. Une stratégie de transformation sociale doit donc inclure une perspective de discordances subversives des différentes positions institutionnelles.

2) D'un autre côté, l'hétérogénéité du salariat s'est accrue mais, surtout, les individus luttent en fonction d'une multiplicité d'identités et de thèmes. Dès lors, plutôt que de chercher à réduire cette pluralité en une cause centrale, une stratégie radicale doit peut-être aujourd'hui s'efforcer de construire un espace de convergences entre différents combats. Cela ne veut pas dire que toutes les questions pèsent du même poids. Une pluralité d'axes prioritaires pourraient déjà être dégagés dans l'analyse, ouvrant et élargissant notre anticapitalisme : a) des axes liés à une pluralité de contradictions principales du capitalisme : contradiction capital/travail (structurant la question sociale), contradiction capital/démocratie (contribuant à structurer la question démocratique-libertaire), contradiction capital/individualité (structurant la question individualiste) et contradiction capital/nature (structurant la question écologiste) ; et b) des oppressions affectant largement nos sociétés et non réductibles au capitalisme : domination masculine (renvoyant à la question féministe), domination politique (renvoyant aussi à la question démocratique-libertaire) et discriminations affectant l'émigration-immigration et ses enfants (qu'on pourrait qualifier de « question post-coloniale »). On peut penser que c'est à partir des interactions entre contradictions du capitalisme et oppressions larges que peut se bâtir un espace pluri-dimensionnel de convergences pour l'émancipation collective et individuelle. D'autres oppressions seraient à prendre en compte (comme l'homophobie ou la domination des minorités culturelles), dans leur autonomie, mais en cherchant des articulations avec les axes prioritaires précédents. Dans cette perspective émergerait un pluralisme qui ne s'abîmerait pas dans le relativisme du « tout se vaut » post-moderne.

Quatrième problème : La pensée stratégique dans les traditions marxistes a de fortes connotations militaires. C'est une part de sa pertinence en nous aidant à penser le combat au sein de « rapports de forces ». Mais cela contribue aussi à occulter d'autres dimensions de la politique. Car le langage à connotations militaires de l'analyse stratégique (« les rapports de forces », « accumuler des forces », « les phases de repli et d'assaut », « l'affrontement », « la mobilisation », « la confrontation », « les préparatifs », « la conquête du pouvoir d'État », « le moment décisif », « le renversement », « le basculement », etc.) a aussi de fortes connotations machistes, au sens où il entre plutôt en congruence avec des valeurs constituées socialement et historiquement comme « masculines » dans nos sociétés. Ce vocabulaire hégémoniquement machiste aurait alors refoulé ce que des métaphores constituées socialement et historiquement comme « féminines », et donc dominées, pourraient nous dire sur d'autres rapports possibles à la politique. Or, à la différence des politiques hégémoniques de « la force », attachées à une rhétorique de la maîtrise et de la certitude, une politique de « la fragilité » serait davantage ouverte sur l'exploration et sur l'incertitude. Un nouveau mouvement émancipateur aurait donc à métisser le vocabulaire de « la force » et celui de « la fragilité ». Des figures plus métissées commencent d'ailleurs à émerger du côté de la contestation sociale : sur le terrain directement politique avec le sous-commandant Marcos ou sur le

terrain artistique avec le rap de la marseillaise altermondialiste Keny Arkana.

Quatre espaces stratégiques au lieu d'un seul ?

Une piste découle tout particulièrement de ces questions : l'action politique ne pourrait plus être centrée exclusivement sur la préparation de « la prise du pouvoir d'État », « la révolution » étant avant tout appréhendé dans ce cas comme l'attente d'un instant décisif rendant possible un basculement irrémédiable. Elle doit désormais être tournée vers la mise en branle d'un processus multi-dimensionnel de transformation sociale dans lequel « la prise du pouvoir d'État » articulée à une montée de l'auto-organisation populaire est simplement une étape et une dimension importantes. En lieu et place de la scène unique d'affrontement pour « prendre le pouvoir d'État », il faudrait alors articuler une pluralité d'espaces stratégiques qui, bien qu'en interaction, connaissent des logiques et des dynamiques en partie autonomes.

Quels seraient ces espaces ? On peut en esquisser quatre principaux, à titre d'hypothèses provisoires nourrissant notre débat et le renouvellement de notre boussole stratégique. Réussir à les investir simultanément devrait permettre à notre démarche de transformation sociale radicale d'être à la fois immédiate et durable, pragmatique et libertaire, résistante et créatrice, impliquant l'établissement de rapports de force et une dynamique expérimentale d'invention.

Les luttes revendicatives. Le premier espace concerne les luttes sociales, démocratiques-libertaires, écologistes, féministes, individualistes, etc. qu'il convient de mener le plus loin possibles, comme la Ligue sait déjà le faire. A travers les revendications portées mais aussi à travers les dynamiques d'apprentissage collectif propres au processus de mobilisation, les luttes exercent une influence, d'une part, sur les décisions prises par les directions d'entreprises ou les gouvernements auxquelles elles se confrontent et, d'autre part, sur les rapports entre courants au sein du champ des mouvements sociaux.

L'espace idéologique et culturel. Second espace, celui où se nourrissent les consciences, où s'élaborent les représentations collectives qui servent ensuite de supports à l'action des individus : les institutions éducatives, les médias, les arts et les divertissements, etc. Il y a bien longtemps que Gramsci pointait le fait que remporter la bataille de « l'hégémonie » idéologique était un préalable à une victoire politique substantielle. La Ligue n'a toutefois pas de réflexion systématique sur l'évolution du champ idéologique ni d'action concertée dans cet espace. L'expression même de « lutte pour l'hégémonie » a sans doute des connotations à la fois trop instrumentales et trop a priori unifiantes pour exprimer la diversité des combats et des créativité culturelles alternatifs face à la tendance hégémonique de « l'idéologie dominante ».

Les institutions politiques et étatiques. Cela renvoie à la conquête du pouvoir d'État, mais aussi de positions dans des collectivités locales ou au niveau européen. Cela demeure un des axes majeurs du combat anticapitaliste, à l'encontre des théorisations qui au sein de l'altermondialisme prétendent « changer le monde sans prendre le pouvoir » (John Holloway) ou ceux qui se contentent d'une stratégie de « contre-pouvoirs » (Antonio Negri ou Miguel Benasayag). L'objectif est certes de faire basculer le pouvoir du côté des opprimés, mais il ne s'agit pas que d'un basculement. Dès lors que l'on participe au processus électoral, on suscite une demande immédiate d'action politique institutionnelle de la part de la population. Comme la Ligue l'a fait au Parlement européen, dans des conseils régionaux et des conseils municipaux, l'action politique institutionnelle menée au service des mouvements et d'une pédagogie politique auprès de la population est bien une dimension stratégique de notre action qu'il faut assumer sans états d'âmes et chercher à développer. De plus, pour une organisation, exercer le pouvoir, et surtout résister aux attraits du pouvoir et aux

tendances à sa monopolisation, ça s'apprend collectivement. Et tant mieux si nous rencontrons à cette occasion des difficultés de tous ordres (gestion administrative, corruption, bureaucratisation..) : il est moins grave d'apprendre à les déplacer pratiquement lorsque nous occupons des positions marginales que d'être submergés par eux suite à une victoire politique majeure ! Bref, c'est parce qu'on se méfie légitimement des risques de l'institutionnalisation qu'il faut apprendre à les dominer dès maintenant.

Autonomie et expérimentations. Un quatrième espace est celui de l'autonomie et des expérimentations ici et maintenant. L'activité productive et sociale est dominée par les logiques étatiques, capitalistes et oppressives. Mais il existe aussi des secteurs d'activité dans lesquels il est possible non pas de s'opposer frontalement mais de s'échapper partiellement. Avec toutes ses limites actuelles, le champ de l'économie sociale et solidaire, mais aussi celui des mouvements squats, des organisations de solidarité internationale, des expériences pédagogiques alternatives, des universités populaires, etc., ou de manière totalement différente, car largement bureaucratisée, les organismes de sécurité sociale, constituent des formes de production et de consommation disposant d'une autonomie variable et partielle mais réelle par rapport à la logique du capital et à celle des institutions étatiques. Dans les pays du Nord, la démultiplication des formes de coopération permise par l'essor des TIC ouvre également un espace pour produire et consommer de l'immatériel sans être directement asservi à la logique du capital. En dépit de leurs limites, ces opportunités d'expérimentations ont pour nous une importance cruciale. C'est là et seulement là que nous pouvons expérimenter des formes d'organisation de la production, de l'échange et de la prise de décision qui constituent les pièces indispensables à la construction d'une alternative globale. C'est là et seulement là que nous pouvons faire des tests et ainsi accumuler des bilans d'alternatives partielles susceptibles d'être redéployés à plus grande échelle au cours du processus de transformation sociale. C'est à travers les cheminements de la créativité autonome et expérimentale que le langage de « la fragilité », dans l'incertitude de l'invention d'« autres mondes possibles », vient le plus radicalement rééquilibrer l'indispensable langage de « la force ». Par ailleurs, pour des militants radicaux, c'est aussi un moyen d'accroître la crédibilité politique d'une alternative au capitalisme. Construire du palpable, résoudre des problèmes immédiats sans passer par la case « revendication », c'est aussi un moyen d'un réenracinement politique, social et culturel de l'anticapitalisme.

Rénsérer le stratégique dans notre agenda organisationnel et politique

Après avoir délaissé le niveau stratégique, nous laissant trop déboussolé stratégiquement, la Ligue se doit de réinscrire ce niveau d'analyse, de discussion et d'action dans notre agenda collectif. Cela implique que des actes concrets soient posés dès maintenant dans la Ligue comme dans le processus de constitution de la nouvelle force anticapitaliste. Cela suppose au moins quatre décisions : 1) qu'une commission nationale sur les questions stratégiques soient constituées à l'issue de ce congrès ; 2) qu'une DN soit, dans le sillage du congrès, principalement consacrée aux questions stratégiques ; 3) que des BI sur les questions stratégiques soient consacrées à cette question dans la phase préparatoire au congrès constituant de la nouvelle force ; et 4) que l'ordre du jour de ce congrès constituant inclue un point stratégique. Il ne s'agit pas de fermer le débat stratégique (ni autour de la réitération de ce qui s'est progressivement constitué comme un « modèle » traditionnel de référence pour la Ligue, ni autour des hypothèses et des questions formulées dans cette motion), mais simplement de l'ouvrir plus substantiellement et de l'élargir à l'ensemble des militants.

Notes

[1] Voir : « Stratégie révolutionnaire dans un pays capitaliste avancé - Quelques éléments clés »,

Critique Communiste, n°179, mars 2006, repris sur

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2199>: Quelques éléments clés sur la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés